

Table Ronde Economie Circulaire, quels enjeux pour les citoyens

Trois acteurs de l'économie circulaire de la région Auvergne Rhône Alpes (AURA) témoignent.

Crédit photo : Laurence Huyette



Marc DELANDRE (MD) : travaille dans la société TRIALP qui collecte, trie et traite les déchets, notamment sur le bassin chambérien.

C'est une entreprise d'insertion dont la mission est de ramener des personnes en difficulté à l'emploi. Ces personnes leurs sont adressées par Pôle Emploi, par le filtre de la Mission Locale Jeune, par les assistantes sociales.

TRIALP emploie 170 personnes, dont 70 avec un contrat d'insertion professionnelle.

Bruno REY (BR) : travaille pour la société DAHUTS (Déchets A Haute Utilité Territoriale Savoies) dans laquelle il est associé à Christian CHANAL.

Elle a pour vocation de collecter le déchet bois auprès des industriels pour en faire des composteurs, de petits mobiliers pour espaces de co-working.

Son activité pour l'instant se fait sur le bassin annecien, principalement en partenariat avec SNR et MOBALPA.

Trois axes d'activité : la phase de collecte, la phase d'écoconception et la phase de distribution.

Philippe Vachette (PV) : à la retraite, travaille principalement avec EMMAUS, en partenariat avec TRIALP sur le projet POLE SUD, CAMPUS territoire 0 déchet.

Tout reste à faire dans l'économie circulaire. L'intérêt principal est celui des industriels, mais aussi des communes. A ce titre, Chambéry est une commune précurseur puisqu'elle a initié dès 1985 la création de déchetteries sur son territoire.

On rentre dans l'économie circulaire par bon sens, car l'économie ne peut plus être linéaire (1 exemple : une bouteille en verre est recyclable à l'infini, une bouteille de Cola en PET pourrait l'être une 60^{aine} de fois).

Donc l'économie circulaire a un énorme potentiel puisqu'actuellement encore presque seulement un concept.

Messieurs les élus, vous n'êtes pas ce que vous dites mais bien ce que vous faites.

MD : Avant de produire un futur déchet, la question est bien de comment éviter de le produire. Le concept est donc le réemploi, et non plus le traitement en tant que déchet.

Le citoyen doit être impliqué dans cette économie circulaire. Il a un grand pouvoir par la façon dont il consomme. Prenez une avalanche. A l'échelle individuel du flocon de neige, peu se passe. Mais l'ensemble des flocons de l'avalanche est capable d'entraîner des pans de montagne.

Par leur implication dans leur vie, déjà au niveau du territoire en soutenant des initiatives locales telles la conserverie solidaire (J'AIME BOC'HO, ARSKITECH), ils permettent leur développement tout en bénéficiant aussi une accessibilité économique.

BR : Le meilleur déchet est celui que l'on ne produit pas. Cela passe aussi par la connexion des

différents acteurs entre eux : les déchets de l'un peuvent devenir la matière première de l'autre. Par exemple, MOBALPA produit par jour 60 Millions de tonnes de déchet bois, pas forcément tous exploitables. Des prestataires tels VEOLIA, SUEZ, les recycle en panneaux particules. Mais une grande partie part en bois énergie, c'est à dire brûlé.

MD : 2 notions à garder en tête en ce qui concerne TRIALP :

- le tonnage (80000 tonnes/an)
- l'image du déchet mais aussi celle de l'entreprise de réinsertion.

Il y a de plus en plus de déchet, donc de plus en plus de ressources à revaloriser.

BR : SUEZ décharge les entreprises de leurs déchets. Ils font donc de la retransformation, sur de gros volumes, à visée de rentabilité. Ils ne sont donc pas vraiment dans l'esprit de l'économie circulaire.

PV : Les gens de l'économie sociale et solidaire sont des leaders, mais aussi des innovateurs.

A Chambéry, cela représente plus de 300 personnes, qui revalorisent des ressources promises à la benne.

Il faut mobiliser des capitaux de façon citoyenne pour faire émerger des initiatives, des activités solidaires, permettant aussi le retour à l'emploi. Voire même des projets immobiliers. Tout cela sans les banques. Par exemple, grâce à la coopérative INDIGO qui a collecté 17 M€ permettant le financement de plus de 150 projets.

MD : TRIALP est né en 1990. Son but n'est pas la rentabilité. La société est détenue par environ 170 personnes rémunérées entre 3 et 4 %/an. A nous de rentabiliser notre activité, car lors de recherche de fonds vers les banques, ces dernières ont le même regard que vers toute entreprise.

Il nous faut donc trouver des niches d'activité, tout en donnant des indicateurs. Par exemple la collecte des huiles de friture en Savoie représente 1 million de litres/an, une douzaine d'emplois.

Une entreprise se doit d'avoir une activité économique équilibrée tout en apportant une plus-value pour ses salariés.

BR : Notre entreprise est née en juillet 2018. Sa philosophie est de prospérer sans nuire. Donc passer du déchet à la ressource. Le but notamment de l'éco-designer.

PV : Il est primordial de conserver la maîtrise de son capital. Pour beaucoup, l'argent est un objectif, presque plus un levier. Il faut donc repartir vers l'inverse. En maîtrisant ses finances, on maîtrise le projet. Par exemple, chez INDIGO, 210 personnes sont salariées, dont la moitié au moins est actionnaire (si une grande entreprise en avait la gestion, seuls 50 emplois fonctionneraient). Les PME sont celles qui créent des emplois. C'est aussi ce qui fait la différence entre les entreprises de l'économie circulaire et celles classiques.



Crédit photo : Laurence Huyette

MD : Le sens de l'entreprise dans laquelle je travaille est aussi l'accompagnement. Car la réinsertion a une finitude, le retour à l'emploi. C'est la mission des trois chargés d'insertion à TRIALP.

Mais les permanents sont dans cette même démarche, une formation à des personnes pour leur donner des compétences et pour les faire sortir, l'entreprise en se disant : « Chouette, elles repartent vers l'emploi non aidé. »

BR : Après 20 ans à travailler dans l'économie linéaire, j'avais perdu le sens de mon travail. En lui en rendant un, les journées sont moins longues et plus belles. Convaincre les entrepreneurs du bien fondé de l'économie circulaire, cela a du sens. A preuve, les acteurs économiques nous reçoivent et c'est super. Quant aux politiques, leur rencontre dans le cadre de DAHUTS n'a pas encore eu lieu du fait de la jeunesse de l'entreprise. On va faire nos preuves avant d'aller à leur rencontre.

PV : Je rencontre de plus en plus de jeune ayant ou non de l'expérience. Ceux-ci sont à la recherche de sens dans leur travail, ce qu'ils trouvent dans l'économie circulaire. C'est du sens, et du bon sens !

Mais a-t-on vraiment le choix ?

Seul 3 % de l'argent circulant sert à l'économie véritable. Les 97 % restant sert la spéculation. Les marchés sont des prédateurs.

Le sens de cette économie circulaire doit échapper à cette spéculation.

MD : Lors d'une conférence de Cyril DION, il évoquait une personne allant au travail à vélo. Mais il travaillait chez BAYER. Pour redonner un sens global à ses convictions, il lui aurait été préférable peut être d'aller travailler en voiture chez un entrepreneur de l'économie circulaire.

Tout cela pour montrer qu'il y a plein de moyen de donner sens.

Souvent, cela passe par une phase de déséquilibre dont il ne faut surtout pas avoir peur. L'important est donc bien de se mettre en œuvre, et pourquoi pas en commençant petitement.

BR : Actuellement, le zéro déchet n'est pas atteignable. Mais chacun à son niveau, tous les jours, doit faire un geste. Le mouvement viendra d'en bas. Il faut prospérer sans nuire.

PV : On avance vers une sobriété heureuse. Osez l'avenir c'est aussi prendre un risque. Osons désobéir, pensons le changement plutôt que de changer le pansement.

La Savoie possède de nombreuses ressources. D'où l'importance de faire réseau, de s'appuyer sur l'épargne locale.

Sur le bassin chambérien, il existe plein d'acteurs qui cherchent du sens. Je tiens à signaler que lorsque l'on a un projet, il est primordial de l'écrire et de le confronter à d'autres avis. Le risque de se faire piller ses idées est faibles en comparaison de l'apport du regard extérieur. Et s'il faut ré-écrire son projet dix fois, cela ne pourra être que bénéfique à la pérennité du projet.

La création reste toutefois un risque.

BR : Pour nous, l'incubation de notre projet a été porté par INNOVAL qui nous a permis de le structurer, au niveau juridique, structurel mais aussi financier.

N'oubliez pas que des gens sont là pour tendre la main.

MD : On se dit toujours : « Quelqu'un va me prendre mon projet. Il ne faut pas le faire connaître. » A mon avis, c'est une grande erreur. Car l'échange amène de la richesse. Il ne s'agit pas de partager un gâteau, mais de le faire grossir de façon à ce que les parts rassasient tout le monde. « Quand on

travaille seul, on va plus vite. Mais quand on est plusieurs, on va plus loin. »

PV : Pour quiconque veut savoir si les entreprises sont labellisées réseau économie sociale et solidaire (RESS), des associations remplissent cette fonction. Exemple de FINANSOL qui répertorie les financeurs éthiques (de l'argent propre pour des projets propres).

BR : Pour connaître les RESS proche de soi, il suffit souvent de prendre individuellement l'initiative de mettre le pied dans un réseau de son territoire, et puis après cela va très vite.

MD : Il existe aussi bien des réseaux professionnels que des réseaux individuels, type COMPOST'ACTION.

PV : Il est donc urgent de faire. Mais déjà beaucoup est réalisé.
Osons sortir des sentiers battus, tordre la ligne pour qu'elle devienne boucle. Comme l'a dit Stéphane HESSEL : « Résister, c'est créer. »

BR : Si chacun fait sa part, le gâteau sera assez gros pour tout le monde.

MD : Chaque geste compte. L'important c'est de démarrer. Il faut prendre le risque de sortir de sa zone de confort.

Yannick Novario pour AgiSens.